



www.npa2009.org

Lettre

n°132, 13 mars 2009

Le 19, comme en Guadeloupe...

Fête NPA...

**Contre
le capitalisme**

**Débats, musique,
restauration, librairie,
espace enfants...**

**Halle aux Toiles
Rouen
14h 24h**

Place de la Haute vieille tour

Samedi 4 Avril

Le cocktail gagnant, à l'heure de la crise du capitalisme, il nous vient de Guadeloupe et de Martinique. Versez d'abord les revendications unitaires, précises, celles qui concernent tout le monde et qui valent qu'on s'y engage. Les 200, 300 euros pour tous les revenus, le blocage des loyers et des produits de première nécessité, l'interdiction des licenciements, la défense des services publics... Ajoutez ensuite un vaste front unitaire, syndical, associatif et politique pour fédérer toutes les énergies. Contrôlez bien les négociations, publiques et démocratiques... Et surtout, surtout, agitez longtemps. Cela s'appelle une grève générale jusqu'à satisfaction... A peu près tout le contraire de ce que font les directions syndicales en France...

Pour ne pas payer leur crise, pas d'autre solution que de faire comme aux Antilles...

Et il y a urgence. Car pendant que les milliards coulent à flot sur les banques, les licenciements pleuvent, l'hôpital et l'université doivent se transformer encore plus en entreprises. Total, qui annonce le plus gros bénéfice jamais réalisé par un groupe français, 13,9 milliards, ose supprimer 555 postes, dont 384 en Seine-Maritime. Continental, qui imposait de travailler plus pour "sauver l'emploi" et qui licencie. Ce ne sont pas seulement des oeufs qu'il faut leur envoyer, mais une bonne gauche, qui n'hésite pas à prendre dans les profits. Nous ne voulons pas les miettes que Sarkozy a lâché pour essayer de calmer notre colère. Nous voulons le gâteau, et même en changer la recette, tant le capitalisme nous mène à la ruine, sociale et écologique. En mai 68, la hausse du Smig obtenue a été de 33 %. Contre la misère, les profiteurs et les actionnaires, tous ensemble, batissons une grève générale pour ne pas payer leur crise!

**>Rejoignez le cortège du NPA le 19 mars,
9h30 Pont Corneille rive gauche**

**>Participez à toutes les réunions interpro pour
discuter des suites vers le Tous ensemble**

**>Venez en débattre à la fête du NPA
samedi 4 avril, Halle aux Toiles**



>Enseignants-chercheurs

>Le 19 comment gagner

>page 2

>Imprimerie Morault

>Le Havre

>page 3

**Dossier
>Antilles...**

**Grève générale pour
les 200 euros contre la profittasyon**

>page 4-5

**>OGM >Européennes
>Femmes >Répression**

>page 6-7

L'Université n'est pas une entreprise Le savoir n'est pas une marchandise



**Entretien avec
Dominique Cellier,
enseignant chercheur
à l'Université
de Rouen**

● **Depuis 6 semaines**, enseignants-chercheurs, doctorants et BIATOS (personnels non enseignants) sont en grève à Rouen comme dans toute la France. AG du personnel dans les différents UFR, grève des cours, rétention des notes, manifestation, délégation aux coordinations nationales... Une mobilisation historique, dans une Université où ce sont les étudiants qui d'habitude sont en première ligne. Le décret Pécresse s'attaque en effet au statut des enseignants-chercheurs. L'enseignement devient une punition, sous l'arbitraire de présidents patrons tout puissants, et la recherche est soumise aux critères de rentabilité. Le nouveau dispositif de formation et de recrutement des enseignants du primaire et du second degré, la "masterisation", qui supprime l'année de stage rémunérée, remet en cause à terme les concours de recrutement, tout en favorisant la constitution d'un stock de précaires pour l'enseignement. Le démantèlement des grands organismes de recherche (CNRS...), va dans le sens d'une soumission plus grande aux recherches rentables, à la concurrence entre chercheurs. Le Contrat doctoral, véritable CPE du doctorant, les soumet à une précarité accrue. Quant aux personnels non-enseignants, c'est aussi la précarité et les suppressions de postes. Tout cela nourrit la révolte.

Loi d'autonomie, LRU, décrets Pécresse... Tout cela a une logique. La marchandisation du savoir dans une Université entreprise. D'un côté, un

nombre restreint d'universités d'élite, prêtes à la concurrence internationale, où les Présidents d'Universités, pour débaucher et sur-payer quelques profs prestigieux, devront tourner leurs regards vers les subventions et donc les intérêts du privé, précariser le reste du personnel et majorer les droits d'inscription étudiants. La marchandisation du savoir pour les "gagnants". Et côté perdants, une majorité de facs parking, sans vraie recherche, avec des diplômes de moins en moins généralistes, de plus en plus soumis aux désirs immédiats -et fluctuants- du patronat local. Perdant-perdant en fait, c'est tous ensemble qu'il faut se mobiliser.

L'enjeu pour gagner ou s'essouffler, dans les jours à venir, c'est la jonction avec les étudiants dont la mobilisation s'accroît, c'est la jonction avec le primaire et le secondaire, c'est la jonction avec un mouvement d'ensemble et la journée du 19 mars. Nous avons multiplié les initiatives en ce sens, comme la journée du 11 mars. Malgré les insultes et le mépris d'abord, malgré les tentatives de Pécresse d'utiliser quelques syndicats minoritaires pour "réécrire la même chose", avec les coordinations, les syndicats majoritaires, Sauvons La Recherche, Sauvons L'Université, tous nous exigeons le retrait pur et simple des attaques. Il faut amplifier la mobilisation et opérer la convergence avec les autres secteurs en lutte : il y a urgence... Nous devons gagner, vite!

Total...

Bénéfices records, licenciements et hypocrisie...

● **Total fait 14 milliards** de bénéfices l'an passé et ose licencier plus de 555 salariés, dont 384 en Seine-Maritime, à Notre-Dame de Gravenchon et à Gonfreville l'Orcher. Et tous les hypocrites, comme Laurent Wauquiez, secrétaire à l'emploi de Sarkozy, de dénoncer ce scandale... mais sans rien proposer pour y mettre fin.

Le seul moyen de mettre fin à ce scandale, c'est une loi d'interdiction des licenciements. Mais Total bénéficie aussi d'aides financières publiques massives via les programmes de recherche de l'État, notamment sur la question de la capture et du stockage souterrain du carbone. Nous exigeons le remboursement de toutes les aides publiques à Total licencieur.

Pollueur avec l'Erika et AZF, exploitateur avec la junte Birmane, profiteuse sur le prix de l'essence, licencieur toujours... il est temps d'exiger la nationalisation de Total sous contrôle ouvrier, dans le cadre d'un grand service public de l'énergie, tourné vers le renouvelable.

19 mars et après...

Comment s'organiser pour avancer...

● **Comme l'ont démontré** les grévistes de Guadeloupe, il est possible aujourd'hui de gagner, à condition de s'en donner les moyens. Ce ne sont pas des journées d'action espacées, si fortes soient-elles, qui le permettront. Les journées d'action interprofessionnelles, aussi réussies soient-elles, si elles restent sans lendemain, épuisent et démoralisent les salariés. Ça ne peut pas continuer! L'idée d'un "tous ensemble", avec un mot d'ordre clair de grève reconductible, seul capable de faire céder les patrons et le gouvernement, est partagé par un grand nombre de salariés, de syndicalistes en désaccord avec les directions syndicales. Dans le mouvement social, les militant(e) du NPA se battent avec tous ceux qui veulent impulser des luttes

reconductibles, contrôlées par des coordinations démocratiquement élues, où les syndicats ont toute leur place.

Partout où cela est possible, nous favorisons les rencontres et actions communes dans les entreprises en lutte, notamment en grève contre les licenciements. Nous travaillons à unir les efforts de tous ceux (structures syndicales, associatives, politiques, équipes militantes et salariés) qui veulent impulser des actions qui créent les conditions d'une généralisation des grèves. A Rouen, nous ne sommes pas les seuls, comme en attestent les enseignants chercheurs en lutte et en coordination, le cortège unitaire en défense de l'hôpital, les

Tant qu'il ne lachera pas d'argent...

interview de Florence Saintsaulieu
déléguee CGT, secrétaire du CE



Le 23 janvier 2009 le patron ferme l'imprimerie Offset Numérique à St Etienne du Rouvray, spécialisée dans l'impression de pochettes de CD, DVD et jeux vidéos. 56 salarié(e)s à la rue. Le groupe Morault a douze sites en Normandie, Picardie et Champagne Ardennes, et 550 salariés. Presque chaque jour les militant(e)s du NPA sont présents au piquet.

● Comment l'entreprise en est arrivée là ?

On a implanté un comité d'entreprise dans l'entreprise, ça n'a pas plu du tout à M. Morault, qui nous avait déjà menacé de fermer la boîte si on créait un syndicat. A Dieppe, il a racheté une imprimerie à condition que les délégués soient virés. S'agissant de l'activité, l'entreprise aurait pu continuer à fonctionner. L'expert le confirme, compte tenu de l'explosion des jeux vidéos.

Depuis le 24 février, vous vous relayez jour et nuit pour empêcher le départ des machines. Que voulez-vous obtenir ?

Que Morault mette la main à la poche. C'est grâce à notre travail qu'il s'est enrichi. On demande 20 000 euros, et 1500 euros par année d'ancienneté. Morault proposait entre 1300 et 2000 euros de prime (après 8 ans d'ancienneté) et 167 euros (!) par année d'ancienneté. Et aucune proposition de reclassement, alors que dans les autres sociétés, nos collègues sont débordés de travail. Si jamais on s'aperçoit qu'il embauche, ça va aller mal pour lui. Aujourd'hui, il rajoute 1000 à 1500 euros pour ceux et celles qui ont entre 3000 et 5000 euros de prime de licenciement. Le compte n'y est pas. Nous ne réclamons pas l'aumône, mais notre dû.

Face à la détermination des salariés, comment réagit le patron ?

Il est très en colère. Il a

fait intervenir un huissier et nous a assigné en référé au tribunal. Le président, soupçonneux à l'égard du groupe Morault, a renvoyé l'affaire à deux reprises. Le délibéré sera rendu le 19 mars.

Quel soutien avez-vous ? On a de multiples soutiens. Déjà par la municipalité communiste de St Etienne du Rouvray, qui nous a prêté du matériel pour s'installer et nous offre 12 repas par jour, les Unions locales et l'UD CGT. On a vu passer beaucoup de personnes des entreprises du coin, de la santé, du centre de tri, de l'Education nationale, les territoriaux, d'autres syndicalistes et partis politiques, mais aussi du bois par les salariés de l'usine d'à côté pour se réchauffer. On continue à se mobiliser pour faire pression. On ne va pas lâcher le morceau. Les collègues sont allés rencontrer les salariés des entreprises du groupe à Beauvais et Amiens, en vue d'amplifier le mouvement. On sent bien une sympathie, mais les pressions sont fortes et ils ont peur. Au niveau humain, j'ai vu que la solidarité n'était pas un vain mot. J'invite les gens à se battre. On n'est pas nombreux, mais on a bon espoir d'obtenir quelque chose, grâce à notre combat et grâce au soutien des autres. C'est aussi une fierté de partir avec un peu plus.

> Il faut passer au piquet de grève

initiatives unitaires à St Etienne ou les bagarres pour un cortège unitaire de la Poste. Mais il faudrait aller plus loin, c'est pourquoi le NPA popularise l'idée d'un collectif unitaire sur la ville.

Et cela avance. "Une trentaine de militant(e)s ou représentant(e)s de différentes associations, syndicats, organisations politiques (voir liste en bas de page) ou n'affichant pas d'étiquette, se sont réunis le 10 mars pour discuter ensemble de ce qu'il est possible de faire pour constituer un collectif unitaire de lutte du type de celui qui existe au Havre (...) Il pourrait permettre d'élargir et de renforcer les initiatives locales les plus unitaires, encourager à l'action la plus large et la plus massive, aider à construire l'après 19 mars, sur la base d'un plateau revendicative à discuter sur les salaires, l'emploi, la défense des services publics et la défense des libertés individuelles". Ils proposent "à cet effet



une rencontre unitaire de représentants de tous les syndicats, les associations, les organisations intéressées par cette proposition"

Le jeudi 19 mars à 18h00
Maison des Associations et de la Solidarité
22 bis rue Dumont d'Urville, Rouen

Associations : Attac, Dal ; Syndicats : SUD PTT, CGT privés d'emploi, Education, enseignement supérieur recherche, Dinfo ; organisations politiques : Jeunes Communistes, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français, Alternative Libertaire et Fédération Anarchiste.

Un an de collectif unitaire

● **Alors que les relations** entre les organisations étaient plutôt épisodiques depuis la campagne du TCE, la dégradation de la situation sociale sur l'agglomération a permis la reconstruction de cadres de Front Unique. A l'initiative de la LCR et avec le soutien de militants du PC et de syndicalistes combattifs, un premier cadre unitaire s'est constitué autour de la défense de l'hôpital, il y a un an, toujours actif aujourd'hui. Les milliers de licenciements annoncés cet été à Sandouville et chez les sous-traitants ont été l'occasion de reconstruire un collectif rassemblant l'ensemble des organisations syndicales (excepté FO), des associations et la gauche politique. Une première manifestation, le 8 novembre, a rassemblé 2 000 personnes derrière les Renault et l'hôpital. Il est alors apparu largement dans le collectif que nous avions besoin d'une bataille à l'échelle du pays pour peser sur la situation.

Malgré l'absence de répondant au niveau national, le collectif s'est relancé pour la préparation du 29 janvier. Il a organisé une campagne unitaire et appelé à une AG interpro qui a regroupé 300 personnes dont la plupart des secrétaires de syndicats de la ville et de la zone industrielle. Cette AG a pris deux décisions. D'une part, elle a renouvelé un appel aux organisations nationales à préparer un calendrier de mobilisation visant la construction d'une grève générale reconductible en demandant notamment l'organisation rapide d'une montée nationale unitaire à Paris. Elle a décidé d'autre part d'une reconduction locale sous forme de blocage de la ville pour le 10 février.

Alors que la situation sociale continue de se dégrader sur l'agglomération (Renault, Total et sous-traitants...), les actions décidées par l'AG ont été peu suivies : pas d'appel à la grève le 10, multiplication d'actions peu suivies décidées par les orgas depuis. A la prise de conscience du manque de répondant national s'est ajoutée depuis 15 jours la question du manque de plate-forme de revendication cohérente. Un peu de démoralisation donc, chez les plus combattifs, et l'occasion ceux qui se retrouvaient dans le cadre de manière un peu contrainte de se sentir libérés. Malgré cela, 32 organisations ont signé un appel unitaire à manifester et à une AG interpro le 16h, laissant le temps aux syndicats et secteurs qui le souhaitent de se réunir avant.

Antilles...

Contre la
Pwofitasyon

Liyannag Kont

Pour les 200 euros... Grève générale victorieuse

Un représentant du LKP, Joss Rovelas, sera présent à notre fête du samedi 4 avril



● **La grève générale en Guadeloupe et en Martinique a jailli comme un cyclone** politique et social. Elle a mis à nu toutes les injustices et les frustrations subies par le peuple depuis des décennies. Elle a aussi démontré le rôle de l'Etat, qui protège les plus riches et a une attitude coloniale envers les populations de ces îles. Enfin, elle a surtout montré que la seule façon d'obtenir satisfaction face au patronat et au gouvernement, c'est d'entrer en lutte et de ne pas lâcher, jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Les cris de révolte des travailleurs ont retenti si fort qu'ils ont été entendus jusqu'en Métropole, alors que les nombreuses luttes précédentes avaient été passées sous silence. Si 78% de la population française a soutenu le mouvement, c'est que les revendications des Antilles et des Dom en général font échos aux revendications des travailleurs de la Métropole. Le ras-le-bol de la loi des patrons, protégés par un état complice, le refus de payer une crise dont nous ne sommes pas responsables, la volonté de pouvoir vivre dignement de son travail et non de prestations sociales ou de petits bou-

lots... Tout cela est partagé au-delà des frontières des Antilles. Au refus de l'exploitation par la classe dominante s'est ajouté le refus d'un système économique et social hérité de la colonisation et de la période de l'esclavage, où les descendants des colons (les békés) s'enrichissent grassement par le monopole qu'ils ont sur la plupart des secteurs de l'économie (import-export, grande distribution, pétrole...).

La stratégie du LKP au coeur du succès de la grève Le succès de cette grève générale tient dans le collectif LKP (Liyannag kont pwofitasyon: union contre l'exploitation), initié par les principaux syndicats de l'île, regroupant l'ensemble du mouvement ouvrier et des organisations de lutte sur une plate-forme combative dans un front uni contre la vie chère. La présence sans relâche sur le terrain avec les travailleurs. Et le contrôle des négociations.

Les négociations ont confirmé l'attitude néocoloniale du patronat et de l'État Dans un premier temps l'Etat a sous estimé la profondeur de ce mouvement, espérant certainement que

Devoir de mémoire

Esclavagisme et massacres coloniaux

● **1635** Premiers colons Français en Guadeloupe (dont la famille Hayot, qui possède aujourd'hui 50% de la grande distribution de l'île). Le code noir désigne l'esclave comme meuble. Multiples révoltes d'esclave jusqu'en 1848.

1794 Révolution française. Abolition de l'esclavage par la Convention.

1801 Bonaparte renvoie de l'armée les officiers noirs, intégrés après l'abolition de l'esclavage. Révolte des officiers.

1802 Rétablissement de l'esclavage. Guerre entre les troupes guadeloupéennes et françaises. Défaite des commandants Ignace et Delgrès, qui font flotter le drapeau rouge.

1848 Abolition de l'esclavage dans les colonies françaises.

1910 Grève générale des travailleurs de la canne. 14 morts.

1952 Massacre de la Saint-Valentin. Au Moule, grève à l'usine Gardel pour les salaires. Barrages, piquet de grève. L'armée tire : 4 morts et 14 blessés.

1967 Grève du bâtiment pour une augmentation salariale de 2,5 %. 87 morts, 100 blessés, 70 emprisonnés.

70 et ... Grandes grèves des ouvriers agricoles de la banane et de la canne. Groupes autonomistes ou indépendantistes, sous l'influence de la révolution à Cuba.

Martinique...

Le peuple de la Martinique debout!

● **Proximité** géographique, sociale et coloniale. La grève générale guadeloupéenne a fait se lever la Martinique, où le chômage est trois fois plus important qu'en France. Le collectif du 5 février bâtit son unité et sa plate-forme de revendications : augmentation des bas revenus de 354 euros net, baisse de 20% des prix sur 100 familles de produits de première nécessité, interdiction des licenciements économiques dans les entreprises qui font des profits et/ou bénéficiant des fonds publics, suppression de la TVA sur tous les produits alimentaires, développement de la production et de l'activité économique martiniquaise. Plus de 132 revendications qu'Olivier Besancenot viendra saluer lors d'un

Collectif du 5 février...

meeting de plus de 1300 personnes... Grèves, manifestations, piquets volants, mais aussi mise de Fort de France sous véritable couvre-feu par le Préfet.

Le pouvoir prend peur. Il doit lâcher une augmentation immédiate de 200 euros, financée par le patronat, les collectivités et l'État (La majorité est payée par l'argent public, qui est notre argent, alors que ce sont les gros capitalistes békés qui devraient payer). Baisse sur les produits de première nécessité qui concerne toute la population, et pas simplement les salariés. Un accord est signé, mais la mobilisation et la vigilance continuent.

Pwofitasyon !

les travailleurs finiraient par se lasser et que le gouvernement pourrait s'en tirer avec quelques vagues promesses de baisses de charge et d'organisation d'Etats Généraux des DOM. Il aura fallu attendre le 4 février, après 3 semaines de grève générale, pour que Yves Jégo, secrétaire d'Etat à l'outre-mer, arrive. Un pré-accord est signé, permettant une augmentation de salaire de 200 euro, prise en charge par le patronat et l'Etat. Mais Fillon déclare que l'Etat ne mettra pas la main à la poche. La fuite en catimini de Jégo fait monter la colère et c'est une manifestation de 100 000 personnes qui déboule le 9 février.



Le retour de Yves Jégo, flanqué de 2 "médiateurs de l'Élysée", n'a pas atténué les tensions tant le silence de Sarkozy et la fuite de Jégo en disaient long sur le mépris de l'Etat face à ces travailleurs en lutte. En réponse aux revendications, 4 escadrons de gardes mobiles supplémentaires sont envoyés. Sarkozy intervient à la télé et ne dit pas un mot des Antilles. Des barrages routiers sont construits dans toute l'île. L'intervention violente des CRS et des gardes mobiles expose l'attitude coloniale de l'Etat.

C'est dans ce contexte de fortes tensions qu'un syndicaliste de la CGTG, Jacques Binot est tué le 17 février, de façon accidentelle semble-t-il, par des jeunes qui s'étaient attaqués à un centre commercial du clan Bernard Hayot, une famille de békés qui détient plus de 500 sociétés. Le LKP est resté ferme sur la revendication d'une augmentation des

revenus de 200 euro nets et refuse les diverses propositions de primes ponctuelles et du RSA (qui s'apparente à une allocation sociale de plus et non à un vrai emploi). Aujourd'hui la bataille continue pour imposer que l'accord signé soit appliqué dans toutes les entreprises, mais c'est une victoire historique.

Aux Antilles, la politique d'inspiration coloniale menée depuis des décennies s'est encore renforcée ces dernières années. Le gouvernement et le patronat ont multiplié les mesures pour faire des îles des paradis touristiques, sans développement industriel, obligeant à importer depuis l'Europe de très nombreux produits, d'où leurs prix très élevés. Le capitalisme et ses agents locaux ne permettront jamais un réel développement de la Guadeloupe, de la Martinique ou des autres régions de la Caraïbe. Ce système ne fonctionne que pour la loi du profit, permet la surexploitation des travailleurs des Antilles et d'ailleurs. Les premiers pas dans la lutte initiée par les travailleurs de Guadeloupe doivent permettre d'ouvrir la discussion sur le contrôle réelle des richesses et de la production par la population et montrer la voie à toute la région. Seule une économie socialiste, planifiée démocratiquement par les travailleurs eux-mêmes en lien avec la population, étendant cette organisation à toute la Caraïbe au sein d'une confédération socialiste libre et démocratique peut le permettre.



Réunion...

● **Sur l'île de la Réunion, 52% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.** Il y a 120 000 illettrés et la langue n'est pas reconnue dans les administrations. C'est aussi un déséquilibre économique, 95% d'importations pour 5% d'exportations, des monopoles commerciaux générant des prix très supérieurs à ceux de France... La Réunion a connu des manifestations importantes, fin 2008, et la grève du 29 janvier a été un succès. Dès le 5 février, CGTR, FSU, AC Chômage, Agir pou nout tout, NPA réunionnais (NPAR), bien visible dans les manifestations, et Parti de gauche appelaient, dans une déclaration de solidarité avec le peuple guadeloupéen, l'ensemble du mouvement social et politique à se regrouper. Le 12 février, 25 organisations

Cospar...

Pauvreté, Chômage, Aret Ek Sa!

réunies en Collectif des organisations syndicales, politiques et associatives de La Réunion (Cospar) se sont mises d'accord sur quatre revendications immédiates : relèvement immédiat de 200 euros net des bas salaires, des retraites, des minima sociaux et des bourses d'étudiants; baisse immédiate de 5 euros sur le gaz ; baisse de 20% sur les produits de consommation courante; gel des loyers dans le logement social). Un appel à la grève et à manifestations est lancé depuis le 5 mars (deux fois 15 000 personnes). Actions de sensibilisation dans les grandes surfaces, les postes, les banques, élargissement à de nouvelles organisations, culturelles et de défense des précaires, et en approfondissant sa plate-forme (64 revendications).

<http://www.npa2009.org/content/le-npa-réunionnais-en-plein-essor>

La plate-forme

unitaire du LKP

● **Large et démocratique** le LKP a pu mettre en mouvement la majorité du peuple guadeloupéen. La plate-forme de revendications commune a permis de rassembler les différents secteurs en un seul mouvement Extraits... **Niveau et conditions de vie** Un relèvement immédiat et conséquent d'au moins 200 euros, des bas salaires, des retraites et des minima sociaux. Création d'un bureau d'études ouvrières, chargé de calculer l'évolution des prix des produits réellement consommés par les travailleurs. **Logements** Gel des loyers pour une période indéterminée. Un vaste programme de construction de logements sociaux et intermédiaires **Education** plan de titularisation des contractuels pour palier les besoins de recrutement. Disposer d'un pouvoir décisionnel en matière de programmes, d'orientation, d'éducation de gestion des ressources. **Emploi** Limitation du CDD à 6 mois renouvelable une fois. Limitation du recours aux sociétés d'intérim à 5% des contrats du secteur marchand. Contre les licenciements **Services publics** Création et préservation de véritables services publics dans les secteurs stratégiques comprenant au sein des instances dirigeantes des représentants des usagers et des travailleurs. Baisse du prix de l'eau, du transport, des communications. Arrêt des abominations à l'encontre des travailleurs étrangers.

Disponible sur

><http://www.lkp-gwa.org>

NPA...

Droit à l'auto-détermination des colonies françaises, la position du NPA...

● **Principes fondateurs du NPA** "Le socialisme est nécessairement internationaliste. Il implique la fin des rapports d'exploitation et de subordination impérialistes, tels que la France néocoloniale les maintient en Afrique, en Outre-mer et ailleurs. Il reconnaît le droit à l'autodétermination des peuples, comme à la souveraineté alimentaire, à l'accès à l'eau, c'est-à-dire le droit de chaque peuple de décider lui-même de son avenir, et soutient les luttes de libération nationale des peuples opprimés, à commencer par ceux des dernières colonies françaises"

Vidéos, communiqués... sur les antilles en lutte...

><http://www.npa2009.org/category/tags/guadeloupe-et-martinique>

Penly...

EPR

un cadeau...
pour les capitalistes

empoisonné pour nous!

Sotteville...

PS, UMP
et... PCF



pour la privatisation
de la restauration
scolaire!

● **Au Conseil municipal** les élus PS, PCF et UMP ont voté pour confier la restauration municipale à une société privée, Compass-Scolarest. Pour Benoit Hebert et Christine Poupin de Sotteville A Gauche Vraiment, qui ont voté contre, le service public est un choix démocratique qui permet la plus grande transparence sur la gestion, le choix des fournisseurs. Un choix éthique : l'argent des familles n'a pas vocation d'alimenter les profits des actionnaires. Un choix social : il permet de meilleures conditions de travail aux salariés (d'autant que le contrat prévoit une sous-traitance très peu encadrée et même une quasi-interdiction du droit de grève). Un choix écologique enfin : le service public permet la transparence, le choix de circuits d'approvisionnement courts, favorisant la conversion des exploitants agricoles à l'agriculture biologique, le refus des OGM.

Olivier Christol (PCF), ose déclarer que les communistes auraient "préféré 5 ans, mais (que) cet affermage est un 1er pas vers un véritable service public de restauration"! Le pompon arrive avec la rassurante information que Scolarest devra payer une redevance pour son utilisation, à ses bénéfices propres, des locaux de la cuisine de la municipalité, car il ne s'agit pas que "la ville permette à Scolarest de faire des profits plus que de mesure sur le dos des Sottevillais"! Le contrat prévoit que Scolarest peut utiliser la cuisine centrale – payée par les Sottevillais – pour faire des repas vendus à l'extérieur, mais le PCF s'en accommode, tant que les bénéfices restent "mesurés"!

><http://sotteville.ouvaton.org>

● L'EPR à Penly : un cadeau de plus pour les capitalistes, un vrai cadeau empoisonné

Le 29 janvier, Sarkozy a confirmé la construction d'une deuxième centrale nucléaire EPR, à Penly, reniant encore une fois ses promesses du "Grenelle de l'environnement". Ni le premier EPR, ni maintenant le second ne répondent à des besoins de la consommation française. Ils ont pour but de permettre à EDF et GDF Suez d'apprendre le savoir-faire d'ensembliser nucléaire. Sarkozy leur assure en prime, la commercialisation à l'international.

Au niveau du marché européen de l'électricité, les entreprises françaises du nucléaire ont vu exploser leurs marges bénéficiaires, tout en sapant le service public de l'énergie. Le nouvel EPR va conforter leurs positions. Pourtant, le maire PCF de Dieppe, Sébastien Jumel, a participé au lobbying pour l'implantation à Penly, prétextant que cela compenserait la crise dans l'automobile. Il se trompe, la multiplication des centrales nucléaires est une erreur économique, écologique et sociale. Soutenir les énergies renouvelables, c'est être anticapitaliste.

Le NPA joint sa voix à celle des associations écologistes, au réseau "Sortir du nucléaire" pour condamner la décision de Sarkozy et surtout construire un large mouvement social contre l'EPR en direction des travailleurs. Il met en avant un véri-

LE NUCLÉAIRE C'EST L'AVENIR...

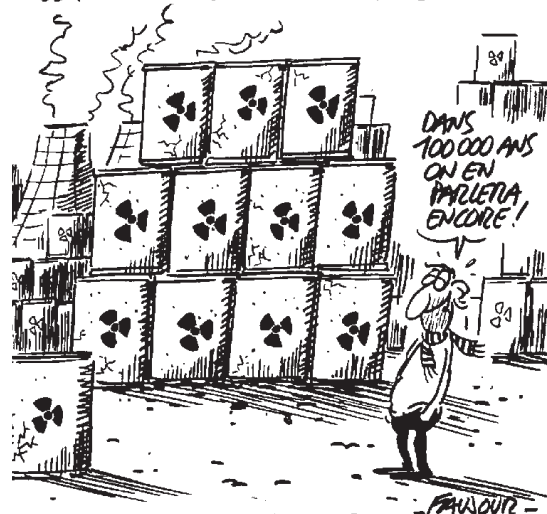


table service public de l'énergie, indépendant de la rentabilité financière, qui prenne en compte les intérêts des usagers, des travailleurs du secteur de l'énergie et qui donne un avenir à notre planète sans déchets radioactifs, ni effet de serre. C'est un autre monde qu'il nous faut inventer!

Le réseau sortir du nucléaire invite largement à une
>Rencontre régionale Stop-EPR

Samedi 28 mars, 14h à 18h

Maison des Associations, « As du Coquet », Parking Maxicoop Mont Saint Aignan

><http://www.sortirdunucleaire.org/>
[.stop-epr.org/](mailto:stop-epr.org)



Européennes...

On vote le 7 juin

Pour une Europe anti-capitaliste...

● **Le 7 juin, les élections européennes** Les français ont voté Non à la constitution libérale européenne, qui gravait dans le marbre la concurrence libre et non faussée. Avec la crise capitaliste, il faut passer du Non à des alternatives offensives, pour que les travailleurs ne payent pas leur crise, pour une Europe sociale, écologique, démocratique, qui défende l'interdiction des licenciements, la fin des cadeaux aux grands groupes, la sortie du nucléaire et des gaz à effet de serre, la libre circulation et la fin de la chasse aux sans-papiers...

Le congrès du NPA avait souhaité un "CDI unitaire" pour les luttes, le tous ensemble, et les élections européennes et régionales. Et pas un Cpe

électoral de 3 mois, pour les Européennes, et 9 mois plus tard aux régionales une alliance du Front de Gauche avec le PS pour gérer les régions et multiplier les cadeaux aux grands groupes. Sans parler de la question du nucléaire, des sans-papiers, de l'extension recherchée aux chevronnés (loi Chevènement contre les sans-papiers, soutien au nucléaire civil et militaire, nationalisme...). Par contre le comité politique national du NPA a proposé un accord et une tête de liste aux Alternatifs, qui doivent voter leur réponse. Dans notre région, c'est Christine Poupin qui sera tête de liste du NPA...

><http://www.npa2009.org/content/conférence-de-presse-du-npa-sur-les-européennes>

Femmes et santé



**Vendredi
20 mars
18h
Maison des
Associations
22 rue
Dumont
d'Urville,
Rouen
Préfecture**

Le collectif initiative pour les droits des femmes organise une réunion sur femmes et sante le vendredi 20 mars 2009. L'occasion de faire le point...

● **Dans la foulée du rassemblement** du 7 mars, le collectif rouennais pour les droits des femmes organise une réunion publique sur le thème "femmes et santé". Il faut dire qu'avec les évolutions actuelles des services publics notamment hospitaliers, la réforme Bachelot, la baisse des subventions d'Etat au Planning Familial et la baisse des crédits pour les centres d'accueil pour les femmes victimes de violences, ces questions sont plus que d'actualité.

Localement, nous ne sommes pas épargnés avec les fortes difficultés financières qui pèsent sur le CHU et sur le Belvédère, effet de la logique de l'hôpital "entreprise" et de la tarification à l'activité. Le Belvédère prend en charge chaque année 3200 accouchements et les professionnels sont attachés au suivi individuel, au travail corporel, à l'écoute des femmes.

La réorganisation des soins liées aux insuffisances de budget mène à la dégradation des conditions de travail des professionnels (essentiellement des femmes) : objectif d'augmenter l'activité de 10% en 2009, sans locaux supplémentaires ni augmentation

des professionnelles, heures supplémentaires pour certaines sages-femmes... Et un service rendu aux patientes, notamment les plus précaires, qui risque fort d'en pâtir. Inquiets, les professionnels se mobilisent depuis plusieurs mois (leur site avec la pétition de soutien en ligne: www.soutenezlebelvedere.org).

Quant à l'ivg médicamenteuse en ville qui se développe, et c'est fort bien, elle exclue le tiers-payant, et les femmes, sauf celles ayant une CMU, doivent avancer 191,74 euros. Un scandale.



Réunion publique du collectif droits des femmes sur la santé : vendredi 20 mars 18h00, Maison des associations, 22 rue Dumont d'Urville (près de la Préfecture). Avec différents intervenants et invités : le Planning Familial, un professionnel du Centre d'Accueil Spécialisé pour les Agressions du CHU...

**>Collectif Initiatives pour les Droits des Femmes
Maison des Associations, 22 rue Dumont
d'Urville, 76000 Rouen
mail : droitsdesfemmes-rouen@voilà.fr**



● **Campagne unitaire anti-OTAN**

La France doit renoncer à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN. Elle doit rompre avec une politique aux visées dominatrices méprisant les droits des peuples. Nous refusons la vision dangereuse et manichéenne de la "guerre des civilisations" et toutes réponses militaires aux crises mondiales et régionales. Nous rejetons la course aux armements et refusons de vivre dans la crainte du recours à l'arme nucléaire. Il est inacceptable que les dépenses militaires engloutissent l'argent nécessaire à la satisfaction des besoins vitaux de l'humanité; d'autant plus que les gouvernements voudraient faire payer aux peuples les dégâts du libéralisme financier. Nous exigeons la fermeture des bases militaires étrangères dans tous les pays.

**><http://www.otan-non.org>
manifestation 4 avril
Strasbourg**

Femmes...

8 mars...

● **Journée internationale des femmes**, le collectif pour les droits des femmes organisait un rassemblement rue du Gros : banderole, panneaux, drapeaux, discussions et signature de la pétition de soutien au Planning. L'égalité hommes/femmes n'est toujours pas gagnée, les droits acquis sans cesse menacés. Premières concernées par la précarité, le chômage, les annonces de licenciement, les femmes sont aussi touchées par la remise en cause des services publics comme l'éducation et la santé, en tant qu'usagères ou salariées. La réforme de l'école maternelle risque d'accompagner une offensive pour le retour des femmes au foyer. Le droit des femmes à disposer librement de leur corps connaît de plus en plus un réel recul : attaques contre le service public hospitalier (de nombreux centres d'IVG sont menacés), franchises également sur les contraceptifs (loin d'être déjà tous remboursés !), difficultés à trouver un gynéco...

Planning Familial

www.planning-familial.org

Signez la pétition

● **Inscrit dans le tissu associatif** depuis plus de 50 ans pour les droits des femmes et pour le droit de choisir, le Planning Familial, mouvement féministe et d'éducation populaire, est menacé d'une baisse de 42 % des subventions d'Etat pour 2009. Le gouvernement programme à court terme la suppression du tiers de ses associations départementales et de ses acteurs intervenant sur le droit à la sexualité.

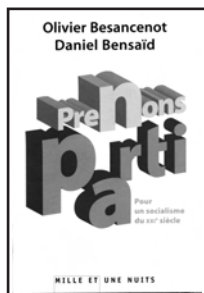
Chaque année quelque 450 000 femmes ont recours au Planning Familial. Il agit pour que disparaissent les rapports de domination du masculin sur le féminin, afin que les personnes puissent vivre leur sexualité sans violence, sans dépendances et sans contraintes. Il contribue, par un accueil collec-

tif ou individuel, à la préparation des jeunes à la sexualité et à l'information pour la contraception et la fécondité. "Le maillage du territoire assuré par le Planning explique, en partie, pourquoi nous comptons moins de grossesses, d'IVG et d'IST chez les jeunes en France, qu'en Grande Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada", observe Nathalie Bajos, chercheuse à l'Institut national de la santé.

Une pétition en ligne a récolté 130 000 signatures et obligé Brice Hortefeux, rencontré le 19.2.09, à proposer l'engagement de l'Etat sur trois ans. On ne sera rassuré pour 2009 qu'avec la transcription de cet engagement dans les conventions DASS. Un engagement politique et financier assez fragile pour maintenir la mobilisation de toutes et tous.

La Lettre Rouge est à vous !

Articles, agenda, infos...
Ecrivez-nous Lcr, 40 rue des
 Murs St Yons, 76 100 Rouen, ou
 mieux
lettrerouge76@wanadoo.fr



Prenons Parti

Olivier Besancenot Daniel Bensaid

16 euros

Disponible à la fête du NPA



Contretemps

nouvelle revue
 de critique communiste

visitez le site
www.contretemps.eu

12 euros

NPA

40 rue des Murs St Yon 76100,
 Rouen Tél : 02 35 63 32 02

npa.rouen-agglo@orange.fr
www.npa2009.org

Débats, musique, restauration, librairie, espace enfants...

Le 4 avril, la fête du NPA

● **La fête du NPA samedi 4 avril Halle aux Toiles, Rouen droite, place de la haute vieille tour, de 14 à 24h...**

14h accueil

14h30 à 16 h, 2 débats :

- **EPR, énergie, ...**

- **NPA, les principes fondateurs, quelle société nous voulons...**

16h, groupe pop rock Chambre noire

17 à 18h30, 2 débats

- **La lutte dans les Antilles** avec notamment Joss Rovelas du c/LKP

- **Les luttes actuelles**

18h30, Chants kanaks

19h30, meeting

20h30, apéro repas

22h Les Aminches

Librairie, accueil-jeux enfants, exposition : Areva ne fera pas la loi au Niger, vidéos : le mouvement université et recherche et le procès AZF...

fête

**Anti-Sarkozy,
 anti-Medef,
 anti-exploitation,
 anti-EPR,
 Pour la grève
 générale,
 le partage
 des richesses,
 la solidarité
 avec les Antilles,
 la Palestine,
 l'éco-socialisme,
 l'Europe des
 travailleurs**

NPA

**NOUVEAU
 PARTI
 ANTICAPITALISTE**

www.npa2009.org

Samedi 4 avril
Halle aux Toiles 14-24h Rouen

entrée : 6 et 3 euros (demi-tarif) et soutien

Abonnez-vous au journal du NPA...

Tout est à nous!

● **Rouge c'est fini.** Le NPA se dote d'un nouveau journal *Tout est à nous!* 12 pages, 1 euro 20. Les anciens abonnés à Rouge n'oublient pas de basculer leur abonnement. Pour s'abonner : 56 euros par an au tarif plein. La revue mensuelle, du même nom, sur 32 pages, reviendra à 44 euros par an pour

les abonné-e-s. Pour la fin mai, l'objectif est de 4000-4500 abonnements au journal, 1500 ventes militantes de la main à la main, et 1500 abonnements à la revue. Des tarifs réduits sont prévus.

Agenda...

Jeudi 19 mars, grève interprofessionnelle 10h, Cours Clémenceau, Rouen, **cortège NPA 9h30 angle Pont Corneille.**

Vendredi 20 mars Femmes et santé/collectif femmes, 18h Maison des associations, 22 rue Dumont d'Urville, Rouen.

Samedi 28 mars rencontre régionale anti-EPR, 14-18h

Maison des associations, Mt St Aignan, près Maxicoop.

Samedi 4 avril, Fête Npa, 14-24h, Halle aux Toiles, Rouen.

Dimanche 23 août au mercredi 26 août, Université d'été, Port Leucate (accueil sam 22 août, départ jeudi 27).

Abonnez-vous!

Nom Prénom N°
 Rue Commune
 Code postal Tél
 Email Lieu de travail ou de militantisme

- Je désire être contacté par un(e) militant(e) du NPA ☐
 - Je désire m'abonner à La Lettre Rouge, je verse 5 euros ☐

Renvoyer à Lettre rouge, 40 rue des Murs St Yons, 76 100 Rouen

Lettre Rouge 76

Directrice de publication : Michèle Ernès.
 Imprimerie Copie Plus,
 Av. de Bretagne Rouen.

N° CPPAP 018 P 11229
 imprimé sur papier recyclé
 Erapure 80g blanc